

Mise en perspective théorique des concepts de « relance » et de « rigueur »

Introduction

Toujours d'actualité, pourtant rarement comprises par tous, les politiques de relance ou de rigueur sont à la base de l'intervention gouvernementale en matière économique. Cette analyse théorique a pour objectif de mettre en perspective les principes initiaux de ces différentes politiques afin de mieux appréhender ce qui est mis en place par nos représentants politiques en matière budgétaire.

Introduction aux politiques économiques et budgétaires classiques

On peut le voir chaque jour, dans nos systèmes économiques, en Belgique comme partout ailleurs dans les pays dits « économiquement développés », les cycles se succèdent entre périodes de croissance (modérée) et périodes de récession. Pendant ces périodes économiques particulières, plusieurs types de politiques sont traditionnellement mises en place, elles-mêmes assorties de différents outils développés par les autorités publiques. Définitions :

◆ **Période de croissance économique** : période au cours de laquelle la quantité de biens et services produits et consommés dans la région visée est en augmentation continue. L'indicateur de cette augmentation est le PIB (produit intérieur brut). Lors d'une période de croissance, on constate généralement une inflation (augmentation des prix des biens et services) qui tend à être modérée par l'intervention étatique. On peut estimer cette augmentation au moyen de différents indicateurs tels que le prix du panier de la ménagère¹ ou la variation du pouvoir d'achat des ménages.

Les **politiques de rigueur** : lors d'une période de croissance notamment, nos dirigeants ont pour objectifs principaux de limiter l'inflation des prix² afin de conserver le pouvoir d'achat des ménages et la valeur de la monnaie ; de limiter la quantité de monnaie en circulation afin d'éviter une inflation des prix par excès de monnaie ; ainsi que de veiller à l'équilibrage des marchés et des budgets publics pour viser la soutenabilité sur le long terme. Les **outils à la disposition** de cette politique sont : la hausse des taux de crédit via la Banque centrale afin de limiter l'émission de nouveaux emprunts ; l'incitation à l'épargne plutôt qu'à la dépense pour engranger des réserves ; le blocage des salaires ; et la hausse des impôts afin de donner à l'État les moyens de rembourser sa dette publique et de maîtriser sa consommation interne.

◆ **Période de récession économique** : période au cours de laquelle la croissance économique est plus faible que prévu, et où la production nationale est donc revue à la baisse (le PIB augmente peu). À distinguer d'une période de **dépression** qui désigne le moment où la récession s'est durablement implantée dans le système (le PIB stagne longtemps). Cette période

¹ Panier des produits de consommation courante des ménages belges mis en place par le CRIOC : évolution et méthodologie : http://www.oivo-crioc.org/show_doc.php?doc=3891&lang=FR

² Critères de convergence pour l'entrée d'un pays dans l'Espace économique européen depuis le traité de Maastricht : http://europa.eu/legislation_summaries/other/l25014_fr.htm

peut amener à une **déflation** lorsque les prix des biens et services diminuent (le PIB diminue et la monnaie prend de la valeur).

Les **politiques de relance** : lors d'une période de crise économique notamment, les objectifs politiques mis en avant sont la relance du PIB et l'augmentation de la consommation, grâce à l'endettement (public et privé) afin de relancer la production. Les **outils à la disposition** de cette politique sont : la baisse des taux d'intérêt via la Banque centrale afin de favoriser les nouveaux crédits et diminuer la propension à épargner ; l'ingestion de nouvelles monnaies par l'emprunt public afin de financer les investissements de l'État ; l'augmentation des salaires minimaux... Chacun de ces outils vise à relancer la consommation et donc la production et, par là, la croissance ! Tout en n'oubliant pas que ces mesures politiques vont accentuer l'endettement public et privé.

Origines et fondements de ces théories

L'idée de la politique de croissance et de l'augmentation continue de la consommation nous vient de l'économiste **John Maynard Keynes** (1883-1946), pour qui une conjoncture économique négative (une récession) ne peut être infléchie qu'avec une ingestion massive d'argent dans l'économie via l'endettement public³. L'État dépense ce nouvel argent dans les entreprises, dans les salaires des fonctionnaires... qui le dépenseront dans d'autres produits, services, salaires... Plus l'argent circule à l'intérieur d'une zone géographique, plus il y a de consommation et mieux se développe l'économie (et plus les prix montent à terme).

La place de l'État dans la théorie keynésienne est prépondérante. La régulation des marchés, le fait de leur donner des règles, un cadre à respecter, des limites, a toute son importance. Mais sont aussi concernées par sa théorie les interventions à l'intérieur même des marchés, comme le soutien financier aux secteurs en crise, la politique de subventions des agriculteurs... Pour Keynes, l'État doit être présent partout où le marché se trouve afin de surseoir aux faillites, aux crises, et ce, dans un objectif de maintien de l'emploi en tout temps et du pouvoir d'achat général.

D'un autre côté, nous avons la pensée économique de la rigueur budgétaire qui est l'une des théories de l'économiste **Friedrich August von Hayek** (1899-1992). Pour ce dernier, une augmentation continue de la consommation n'a aucun sens sur le long terme, surtout lorsqu'elle se fait aux dépens de l'alourdissement d'une dette publique⁴. Ce qui retarderait le moment de la crise, en accentuant d'autant son intensité et ses effets destructeurs.

Selon lui, dans les années 60, les banques privées et centrales avaient une politique d'octroi de crédit trop accessible (taux d'intérêt et taux de réserve des banques bien trop bas, pas de vérification du passé financier de la personne avant de lui octroyer un prêt...). Il en a résulté une augmentation croissante de l'endettement, tant du côté des ménages, que du côté des entreprises et des États. L'apport massif d'argent créé par ces nouveaux prêts a conduit à une croissance non régulée et non supportable à long terme. La solution que von Hayek préconise est de remettre en avant les bienfaits de l'épargne et du marché libre autorégulé de manière à court-circuiter les inévitables bulles et crises systémiques liées au surendettement croissant des acteurs de l'économie. Pour lui, injecter de l'argent dans un secteur en crise reviendrait à pervertir la loi de la concurrence et du libre marché, en raison du biais que ces aides apportent sur les prix.

Ces deux économistes, déjà en conflit de leur vivant⁵, dans le contexte de l'après-crise financière de 1929, ont développé des idéologies qui allaienr s'opposer de façon radicale au fil des années. Il y a, d'un côté, les défenseurs de la pensée d'Hayek, qui ont donné naissance aux

³ John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936.

⁴ Friedrich August von Hayek, *La Route de la servitude*, 1944.

⁵ Conflit qui a été illustré par ces deux vidéos ludiques et très instructives sur le site Econstories.tv et sous-titrée en français ici : <http://www.youtube.com/watch?v=O1EtFZ1AgyU> et <http://www.youtube.com/watch?v=j9dAohzTQ7s>

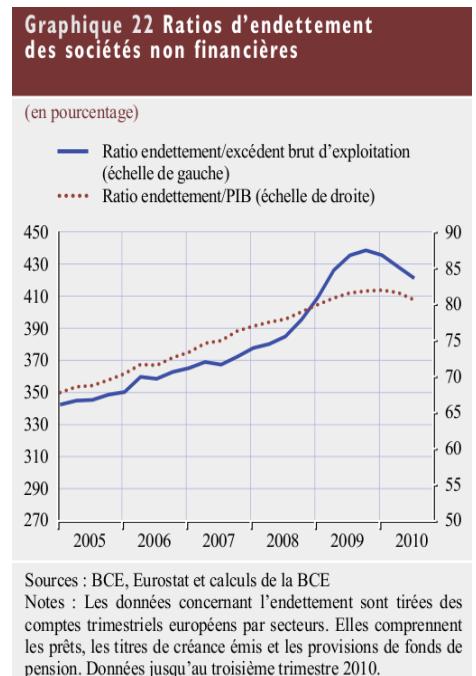
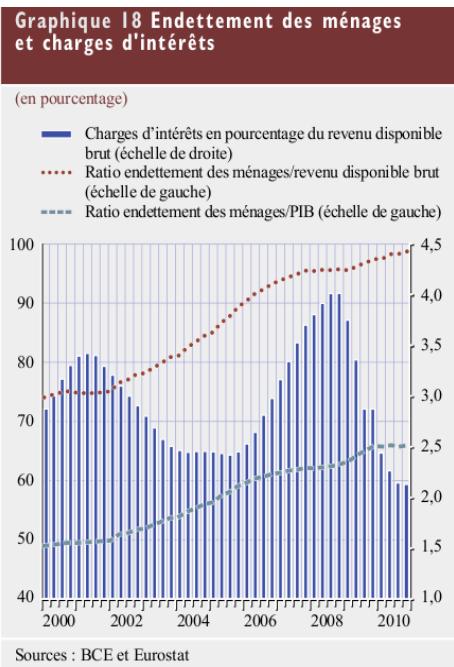
libertariens⁶. Ils sont les tenants d'un type de pensée libérale qui prône la liberté individuelle et, surtout, la liberté économique maximale par le retrait de l'État de tous les secteurs où il est présent. De l'autre côté, se trouvent les (néo)keynésiens, qui estiment que le libre marché ne contentera jamais tout le monde et que l'État a un rôle à jouer pour réguler et intervenir dans tous les secteurs où cela s'avère nécessaire. Le keynésianisme (appelé aussi « fordisme » lors des Trente Glorieuses⁷) est la pensée dominante actuelle. Cependant, le clivage entre les conceptions d'Hayek et de Keynes ne peut se réduire à une différentiation traditionnelle gauche/droite en termes d'approche idéologique⁸.

Si l'on s'en tient aux théories de base et aux deux types de politiques qui en découlent, aucune des deux ne semble être mauvaise en soi, tant qu'elles sont utilisées à bon escient. Contrôler les dépenses (politique de rigueur) quand l'économie est prospère pour engranger des réserves ; et mettre en place des politiques de relance de la consommation pour réactiver l'économie quand il y a un risque de dépression : rien de contestable ! Les fondements idéologiques qui sous-tendent ces politiques peuvent par contre être remis en question.

Les théories économiques face aux réalités économiques

L'équation semblait simple. Mais la donne a totalement changé entretemps. Nous avons abusé du paradigme de croissance continue, en basant tout notre système sur le postulat que la croissance et la consommation inflationniste étaient infinies.

« La question du rôle de Keynes dans l'histoire concerne essentiellement la manière dont son enseignement a réussi à rouvrir les vannes de l'inflation à une époque où tout le monde avait déjà reconnu que le progrès temporaire de l'emploi que l'on obtient de l'expansion du crédit doit nécessairement se payer d'un chômage encore plus sévère à une étape ultérieure. C'est cette vérité ancienne qu'on est en train de redécouvrir. L'amère expérience nous a montré que l'accélération de l'inflation, seule à pouvoir conserver le type d'emplois que cette inflation a créés, ne peut être poursuivie indéfiniment. » Frédéric August von Hayek (1983)



⁶ L'économie politique libertarienne : <http://www.libres.org/francais/articles/economie/block61.htm>

⁷ Nom des trois décennies de reprise économique qui ont débuté avec la reconstruction des pays occidentaux après la Deuxième Guerre mondiale

⁸ Diagramme du quadrant politique de Hans Eysenck : <http://www.politicalcompass.org/analysis2>

En effet, les citoyens, les entreprises et les États vivent de plus en plus à crédit pendant la majeure partie de leur cycle économique. Tout notre système repose sur une augmentation continue de l'endettement afin que la consommation suive et que l'économie puisse tourner, avec une croissance au moins suffisante pour rembourser les intérêts du total des emprunts effectués.

Toutes les entités sont interdépendantes, les entreprises ont besoin de l'endettement des États et des ménages pour qu'ils puissent acheter leurs produits ; les États ont, eux, besoin de continuer à s'endetter pour pouvoir financer les intérêts croissants de leur dette, les ménages ont besoin que l'État s'endette pour que soient conservés leurs emplois... La boucle est bouclée, mais le paradigme n'en est pas spécialement plus tenable pour autant.

Si le niveau d'endettement diminue, il y a un risque pour que l'économie ne continue pas sa course, puisque la consommation ne suit plus, ce qui génère un abaissement de la quantité de devises dans le système (pour rappel, toute dette émise par les banques permet la création d'argent supplémentaire à partir de rien⁹). Moins de dépenses pour l'un, donc moins de rentrées pour l'autre, et moins de possibilités de remboursement des prêts consentis pour le troisième. Tous les acteurs sont interdépendants dans notre système surendetté.

Et puis est arrivée la crise financière de 2008. Le secteur bancaire était au bord de la faillite, l'excès d'émission de monnaie par la dette dans le système a participé à la création de bulles spéculatives¹⁰. Le tout dans un contexte de surendettement de tous les acteurs : ménages, entreprises et États.

Nos responsables politiques qui sont majoritairement influencés par la doctrine keynésienne reste majeure, n'ont pas pris le risque de laisser sombrer le secteur bancaire et ont remis en avant le concept du « *too big to fail*¹¹ » afin de limiter les effets de la crise en reprenant les dettes bancaires à leur compte. Les pertes des banques ont donc été transférées aux États et à charge de tous par le principe de socialisation des dettes. Les banques peuvent donc se cacher derrière l'assurance du « *too big to fail* » pour faire ce qu'elles veulent en termes de prise de risques, puisqu'elles sont couvertes dans tous les cas (*aléa moral*¹²).

Dans un scénario de ce type, les partisans de la rigueur n'auraient jamais accepté d'aider les banques et auraient laissé tomber tout le secteur si cela s'avérait nécessaire, quitte à subir les conséquences de ces faillites à court terme. Car, selon eux, ce secteur aurait été remplacé par autre chose à moyen terme. On peut en effet voir, dans la politique de sauvetage des banques, une sorte d'impunité totale qui est accordée aux banques. Le G20 a d'ailleurs confirmé, à l'issue du sommet de Cannes, l'impunité dont jouissent ces « *établissements financiers d'importance systémique mondiale* »¹³.

Dans une autre perspective, nos institutions internationales (le FMI et la Banque mondiale en tête), ont utilisé la crise de la dette qui s'en est suivi, pour faire appliquer un modèle économique de rigueur généralisé, assorti de « *plans d'ajustements structurels*¹⁴ » et de privatisations qui, selon eux, devaient participer à relancer l'économie sur de meilleures bases. Le modèle développé ici est

⁹ T. Monnier (09-2011) *Financité Magazine* - <http://www.financite.be/s-in-former/bibliotheque.fr.11.3.2.1.3510.html>

¹⁰ Secteur boursier où l'argent est arrivé en masse pour acheter des titres qui montent sans cesse, alors que le secteur réel dont il dépend prospérait bien moins vite.

¹¹ ***Too big to fail*** (trop gros pour faire faillite) : Jugement qui préconise de ne pas laisser tomber une institution (financière ou autre) à partir d'une certaine taille, car la faillite de celle-ci aurait des conséquences systémiques trop désastreuses sur notre économie.

¹² L'***aléa moral*** est le fait qu'une personne assurée contre un risque adoptera plus facilement des comportements risqués puisqu'elle se saura assurée contre ce risque. Exemple : Si un cycliste assure son vélo contre le vol, il fera moins attention à bien attacher son vélo, puisque, si le vélo disparaît, il se fera rembourser.

¹³ Rapport du G20 de Cannes à l'issue du Sommet de novembre 2011 : http://www.g20.org/pub_communiques.aspx

¹⁴ Les plans d'***ajustement structurel*** sont des politiques structurelles de modification des systèmes, généralement conditionnant l'octroi des prêts du FMI et de la Banque mondiale. L'objectif économique est de conduire vers un marché « libre » : diminution de la fiscalité, notamment des entreprises internationales, privatisation des services publics, équilibrage du budget public via la réduction des dépenses sociales, suppression des frontières et des entraves à la libre circulation des biens et services. (Politique de la BM : <http://go.worldbank.org/D383SX5MO0> Politique du FMI : <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/howlendif.htm>)

typiquement celui d'Hayek et, à fortiori, un paradigme tendant vers le libertarianisme, bien qu'appliqué dans un contexte de crise et de prêts de milliards d'euros, ce qui semble contradictoire avec les vues de Hayek.

Dans quel type de société sommes-nous alors ?

Un plan de rigueur n'est pas mauvais en soi, et le fait d'épargner n'est pas nécessairement quelque chose contre lequel il faut lutter. La diabolisation du concept de rigueur n'est pas une solution. Il faut peut-être remettre en question la manière dont il est systématiquement envisagé actuellement puisqu'il a été spécifiquement imaginé pour limiter la croissance à court terme. Jusqu'à présent, notre système s'est construit à partir de l'application de quelques concepts empruntés à chacune des théories. Mais les choix étaient-ils judicieux ? Fallait-il apporter un soutien au secteur financier quand il était en difficulté suivant le précepte keynésien ? Y a-t-il un sens à adopter des politiques de rigueur hayekienne dans des conjonctures inverses de celles pour lesquelles ce type de mesures ont été conçues ?

Par ailleurs, il est intéressant d'examiner le contenu de certaines politiques de rigueur mises en place partout en Europe¹⁵ lors des périodes de récession. Leur contenu semble très affilié à un mode de pensée spécifique : suppression de milliers de postes de fonctionnaires à travers chaque pays, rémunérations bloquées et/ou réduites pour des périodes plus ou moins longues, allongement de l'âge de la retraite, coupe dans les pensions, réduction des allocations sociales et de santé, limitation dans le temps des allocations de chômage, fragilisation des conventions collectives, limitation de l'influence des syndicats...

Pourquoi donc viser les acteurs qui sont justement déjà particulièrement touchés par la situation économique défavorable vu que leur subsistance dépend partiellement de l'intervention de l'État (chômeurs, pensionnés, allocataires de santé...) ? Comment se fait-il qu'il ne soit, la plupart du temps, envisagé que de diminuer les dépenses et rarement d'augmenter les recettes ? Pourquoi si peu de mesures sur la fiscalité des hauts revenus ou sur la taxation des entreprises ? Pourquoi n'y a-t-il presque aucune mesure qui vise la prise de responsabilité du système financier qui semble, après tout, très en cause dans cette crise ? Pourquoi ? Alors que rien, dans le concept de politique de rigueur, n'exclut l'idée de faire payer chacun selon ses moyens ou ses responsabilités. Bien au contraire.

Prenons le cas de la Grèce, qui connaît, depuis maintenant cinq longues années, des politiques soutenues de rigueur budgétaire¹⁶. L'austérité ne pourrait pas y constituer à elle seule un moyen pour guérir d'une période de récession, puisque ces mesures de rigueur accentuent même la récession économique à court terme, et ceci malgré les prêts qui ont été accordés à l'État grec (à des taux parfois inadmissibles, du reste) ! Il est évident que la Grèce n'est plus en mesure de supporter, ni économiquement ni socialement, les mesures successives de rigueur exigées pour avoir accès à ces prêts.

Les causes de cette situation problématique restent multiples et liées à une diversité d'acteurs. Qu'il s'agisse d'un secteur financier dérégulé et surcapitalisé, d'un surendettement massif de tous les acteurs économiques, de la recherche de la croissance infinie... Mais le vrai problème ne résiderait-il pas simplement dans le fait que nous ne pouvons pas, en tant qu'acteurs politiques ou économiques, contrôler l'ensemble de la société, en prédire les mouvements aussi facilement que nos économétriciens¹⁷ pensent pouvoir le faire ?

¹⁵ European Trade Union Confederation (ETUC) : *Austerity in Europe* : <http://www.etuc.org/r/1611>

¹⁶ La Libre Belgique, septembre 2011 - Grèce : nouvelles mesures pour réduire le secteur public en 2012 : <http://www.lalibre.be/actu/international/article/685988/grece-nouvelles-mesures-pour-reduire-le-secteur-public-en-2012.html>

¹⁷ **Économétrie** : science économique qui tente d'analyser les variations économiques passées et présentes afin d'en définir des modèles mathématiques capables de prédire l'évolution future de la société et des rapports économiques

Finalement, si l'on considérait plutôt l'économie, et la manière dont les acteurs économiques interagissent, comme étant organique plutôt que « simplement » mathématique ? Peut-être qu'une telle approche expliquerait plus de choses. L'économie, étiquetée « science humaine », n'est-elle pas, par nature, difficilement prévisible ?

Liesenborghs Alexandre
Novembre 2011

Le Réseau Financement Alternatif est reconnu par la Fédération Wallonie Bruxelles pour son travail d'éducation permanente.



Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financement Alternatif pour développer et promouvoir la finance éthique et solidaire.

